



Déclaration liminaire au CT du 1^{er} juin

Le nouveau gouvernement a déjà annoncé des principes d'organisation du dialogue social et de réformes de la recherche.

Sur le premier point : la reprise du dialogue avec les partenaires sociaux, nous souhaitons qu'il en soit de même à l'INRA, ce qui permettrait une fin de mandat dans le sens de l'histoire pour notre Présidente. La Ministre chargée de la recherche est venue débattre tant au Conseil Scientifique du CNRS qu'au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Une telle démarche démocratique pourrait être importante à mettre en œuvre dans l'INRA, pour la fusion des Centres d'Orléans et de Tours, par exemple pour reprendre un des points de l'ordre du jour. L'annonce d'Etats Généraux de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur permettra de sortir des directives idéologiques de l'ancien pouvoir national de l'Etat et nous en sommes satisfaits.

Sur le deuxième point, nous relevons que la place des UMR dans le dispositif de la recherche doit être remise au centre de la vie scientifique, de même que celle restaurée des organismes de recherche comme expert dans la programmation de la recherche au plan national.

Les moyens pérennes des organismes seront revus à la hausse pour éviter le recours systématique aux appels d'offre.

La remise en cause des empilements de structures, comme les IdEx et les LabEx, est importante à notre sens.

Pour finir sur un sujet qui concerne particulièrement la recherche, l'abrogation de la circulaire Guéant, décidée hier soir, nous satisfait, car elle permettra à de nombreux collègues étrangers d'envisager à nouveau une suite à leur carrière en France.

A l'INRA, il y a des changements nécessaires :

- l'augmentation significative annoncée des budgets récurrents des labos et le rééquilibrage avec l'ANR conduiront les chercheurs à consacrer plus de temps à leur propre programme de recherche en diminuant le temps passé à la recherche et la justification des contrats,
- la levée du gel sur les emplois, qui frappe l'Institut depuis 2 ans, doit permettre une vraie action vis-à-vis des non-titulaires, par l'ouverture de concours qui leur serait réservée,
- la présence d'un regard externe dans l'évaluation des unités de l'INRA, notamment quand il s'agit de l'évaluation de la gouvernance, a pu apporter des interrogations salutaires ; mais le fonctionnement de l'AERES est trop lourd et doit évoluer pour s'adapter aux vrais besoins

des unités,

- l'abandon des mesures mécaniques type RGPP est nécessaire pour arriver à des réflexions sur la gestion, réfléchies en concertation avec les agents, sans passage en force,
- le refus de la mise en concurrence des individus et des équipes, pour s'orienter vers de vraies collaborations, implique de supprimer les primes comme la PES ou les incitations financières de certains départements qui visent quelques personnes ou équipes au détriment des autres.
- l'abandon des modalités actuelles de gestion des métaprogrammes (MP), doit principalement amener à ne pas consacrer 30% des moyens (postes et finance), alors même qu'il n'y a pas de discussion scientifique dans les conseils de départements. Il faut toutefois capitaliser les acquis scientifiques liés à la réflexion des personnels INRA dans le cadre de ces MP. Ceux-ci devraient donc être réorientés vers des outils plus habituels de collaboration scientifique, tels que des Actions Incitatives Programmées renouvelées. Aucune concertation n'est possible aujourd'hui, et cela n'est pas respectueux du principe de l'amélioration du dialogue social. Par ailleurs, le cumul de responsabilités (Chef de Département et responsable de MP) n'est pas fonctionnel et doit être évité, le CD ayant une responsabilité dans son Département qui suffit à le mobiliser.